

divers États membres. Les premiers ministres ont aussi examiné de nombreuses autres questions intéressant les pays du Commonwealth, toujours dans le cadre intime qui rend les réunions des premiers ministres du Commonwealth si utiles pour tous.

Une autre conférence importante des nations du Commonwealth a eu lieu lors de la réunion du Conseil consultatif des questions économiques du Commonwealth, à Londres, en septembre 1960. Le ministre des Finances dirigeait la délégation canadienne. On y a élaboré les détails du Plan d'assistance du Commonwealth à l'Afrique et on a poussé plus avant l'étude de l'avènement du Marché commun de l'Europe et de l'Association européenne de libre-échange en tant qu'éléments importants de la scène économique en Europe.

Un événement important pour le Commonwealth a été l'accession à l'indépendance du Nigeria le 1^{er} octobre 1960 et son entrée dans le Commonwealth en qualité de membre de plein droit. Le Nigeria, qui est le pays le plus peuplé d'Afrique, ne peut manquer de jouer un rôle important dans le Commonwealth et ailleurs dans les affaires mondiales. Sir Abubakar Tafawa Balewa, premier ministre de la Fédération, a nettement indiqué que son pays attache une grande importance à sa participation au Commonwealth. Le ministre des Finances représentait le Canada lors des célébrations du jour de l'Indépendance à Lagos. Le Canada est représenté de façon permanente au Nigeria par un haut-commissaire dont le bureau a été établi au début de 1960.

L'exécution du programme de bourses d'étude et de recherche du Commonwealth a débuté en 1960. Ce programme résulte d'une décision prise lors de la Conférence économique et commerciale tenue à Montréal en 1958. Les détails du programme ont été arrêtés lors de la Conférence du Commonwealth sur l'éducation qui s'est tenue à Oxford en 1959. Plus de 100 boursiers venant de différents pays du Commonwealth, fréquentent présentement des universités canadiennes. On prévoit que le Canada accordera éventuellement 250 bourses de ce genre chaque année et qu'un total de 1,000 boursiers du Commonwealth, y compris des Canadiens, étudieront dans d'autres pays du Commonwealth au cours de n'importe quelle année donnée. Ce programme sera d'une aide précieuse aux États du Commonwealth, nouvellement indépendants, et devrait contribuer largement à resserrer les liens qui unissent les pays du Commonwealth.

Le Canada a accueilli plusieurs distingués visiteurs du Commonwealth au cours du dernier semestre de 1959 et en 1960, notamment M. R. G. Menzies, premier ministre d'Australie; M. Tunku Abdul Rahman, premier ministre de la Fédération de Malaisie; sir Ahmadu Bello, Sardauna de Sokoto et premier ministre de la région septentrionale du Nigeria, ainsi que lord Kilmuir, Grand Chancelier du Royaume-Uni.

Sous-section 2.—Le Canada et les Nations Unies

Au début de 1960, les membres de l'Organisation des Nations Unies gardaient raisonnablement l'espoir que les meilleures relations entre l'Est et l'Ouest contribueraient à faire progresser l'ONU de la manière prévue à l'Assemblée générale de 1959. Toutefois, leurs espérances s'évanouirent par suite de l'échec de la conférence au sommet du mois de mai, du départ qui s'ensuivit du bloc soviétique, lequel se retirait en juin du Comité des Dix pour le désarmement, et de la crise congolaise qui a persisté durant tout le dernier semestre de 1960.

Ces circonstances, ainsi que la perspective d'un changement de gouvernement aux États-Unis, ont contribué ensemble à faire de la 15^e session régulière de l'Assemblée générale une des moins productrices des Nations Unies. La session, qui s'ouvrait en septembre comme d'habitude, a été unique en son genre vu qu'elle a commencé par une réunion *extraordinaire* des chefs d'État, laquelle fut marquée par une violente attaque lancée par M. Krouchtchev contre le Secrétaire général et contre la structure du Secrétariat. Parmi les questions étudiées à la 15^e session, le Canada s'est intéressé particulièrement aux dispositions à prendre pour donner suite aux concepts d'une «banque internationale d'alimentation» et d'une «banque internationale d'experts», ainsi qu'à la possibilité d'une expansion du